

Prêts pour l'action: Les déterminants sociaux de la santé

Une ressource à l'intention des professionnels de la santé, intervenants, bénévoles et militants pour explorer l'influence des déterminants sociaux de la santé sur les maladies chroniques.

August 2007



Ontario
Prevention
Clearinghouse

Centre ontarien
d'information
en prévention



Canadian
Cancer
Society

Société
canadienne
du cancer

Sommaire :

Page:

4..... À propos du projet

5..... Les déterminants sociaux de la santé et la
prévention des maladies chroniques

6..... Quel est mon rôle?

8..... Revenu suffisant

13..... Éducation

18..... Emploi

23..... Logement

27..... Alimentation

34..... Inclusion

Prêts pour l'action : Les déterminants sociaux de la santé

Prêts pour l'action : Les déterminants sociaux de la santé est une ressource qui s'adresse aux professionnels de la santé, aux intervenants, aux bénévoles et aux militants pour explorer l'influence des déterminants sociaux de la santé sur les maladies chroniques. Cette ressource vise à vous aider à surmonter les obstacles au sein de votre organisation ou groupe et à vous fournir des pistes pour passer à l'action dans le but de rendre les déterminants sociaux de la santé plus accessibles, pour vous-même et votre famille, ainsi que pour les personnes avec qui vous travaillez. Nous mettrons cette information à jour de façon régulière et tiendrons compte de vos observations.

Prêts pour l'action : Les déterminants sociaux de la santé est le fruit d'une collaboration entre le Centre ontarien d'information en prévention, l'Alliance pour la prévention des maladies chroniques de l'Ontario et la Division de l'Ontario de la Société canadienne du cancer. Ce projet met à contribution les compétences de nombreux professionnels et organismes du domaine de la santé, des services sociaux et de l'éducation. Vous pouvez vous renseigner sur nos organisations en cliquant sur les liens suivants :

- Centre ontarien d'information en prévention – <http://www.opc.on.ca>
- Alliance pour la prévention des maladies chroniques de l'Ontario – <http://www.ocdpa.on.ca/>
- Division de l'Ontario de la Société canadienne du cancer – <http://www.cancer.ca>

Nous tenons à remercier tout spécialement notre consultant de projet, Michael Fay and Associates, pour l'excellent travail de peaufinage du concept et du format ainsi que pour la rédaction de cette ressource, sans oublier le choix des liens proposés. La conception graphique a été faite par Neglia Design.

Nous remercions les membres de notre comité consultatif de leurs précieux conseils :

Bob Gardner, The Wellesley Health Institute

Carla Palmer, Centre de santé communautaire de Barrie

Charles Hain, Ostéoporose Canada

Claire Warren, Service de santé publique de Sudbury et du district

Nancy Dubois, Coalition pour la vie active

Tannis Fretter, Bureau de santé publique du Nord-Ouest

Cette ressource a été préparée grâce au soutien financier et en nature des trois partenaires. Les membres du personnel suivants ont collaboré au projet :

- Rowena Pinto et Patti Pain, Société canadienne du cancer – Division de l'Ontario;
- Maria Grant et Ann-Marie Kungl de l'Alliance pour la prévention des maladies chroniques de l'Ontario;

Prêts pour l'action : Les déterminants sociaux de la santé

- Kim Hodgson, Krissa Fay, Beth Ward et Connie Clement, Centre ontarien d'information en prévention.

Ce projet a également reçu l'appui financier de l'Agence de santé publique du Canada – Ontario et région du Nunavut. Les opinions exprimées dans la présente publication sont uniquement celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les politiques officielles de l'Agence de santé publique du Canada.

Nous encourageons les lecteurs et les utilisateurs à faire part de leurs suggestions de ressources et d'exemples de cas et à nous communiquer toute erreur qui aurait pu se glisser ainsi que des mises à jour de liens proposés dans cette ressource électronique, sans oublier toute autre idée d'amélioration, en écrivant à ocdpa@opha.on.ca.

Mars 2007

Lorsque vous citez le présent document, veuillez utiliser la formulation suivante :

Centre ontarien d'information en prévention, Alliance pour la prévention des maladies chroniques de l'Ontario et Société canadienne du cancer – Division de l'Ontario, *Prêts pour l'action : Les déterminants sociaux de la santé*, Toronto, 2007. Disponible à www.ocdpa.on.ca.

This document is also available in English on the OCDPA website, www.ocdpa.on.ca

Prêts pour l'action : Les déterminants sociaux de la santé

Au cours des cinquante dernières années, les chercheurs et les praticiens du domaine de la santé ont changé leur façon d'envisager les facteurs qui préviennent les maladies chroniques et conduisent à une bonne santé. Auparavant, on considérait que c'était principalement une question de cause à effet biomédicale conjuguée à des habitudes malsaines. Puis, les professionnels de la santé ont commencé à se rendre compte que la bonne santé et la prévention des maladies chroniques débordaient ce cadre.

En 1948, l'[Organisation mondiale de la santé](#), déclarait que la santé est plus que l'absence de maladies : elle est « un état de complet bien-être physique, mental et social, ne consistant pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité ». Par la suite, en 1986, la [Charte d'Ottawa sur la promotion de la santé](#) déclarait que « la santé est engendrée et vécue dans les divers cadres de la vie quotidienne : là où l'on apprend, où l'on travaille, où l'on joue et où l'on aime. »

Comme on peut le constater dans ces déclarations, il existe un grand nombre de conditions et facteurs sociaux, notamment le revenu, l'emploi et l'éducation, qui influencent la santé des gens et des collectivités.

En 1998, Santé Canada a dressé une liste exhaustive de ces facteurs que l'on a nommé les [déterminants sociaux de la santé](#) : le revenu, le soutien social, l'éducation et l'alphabétisme, l'emploi et les conditions de travail, les environnements sociaux et physiques, les habitudes de santé et la capacité d'adaptation personnelles, le développement de la petite enfance, le patrimoine biologique et génétique, les services de santé, le sexe et la culture.

Ces facteurs ressemblent à des courants qui se rejoignent pour former une rivière qui nous aide à atteindre un état de complet bien-être physique, mental et social.

Mais nous constatons que bien des gens dans notre société ne sont pas en mesure de tirer profit des déterminants de la santé dans leur vie quotidienne. Ces derniers peuvent être hors d'atteinte en raison de la pauvreté, de la distance, de l'absence d'un logement ou d'autres raisons connexes. Ou encore, l'accès peut leur être refusé en raison du racisme ou de la discrimination. Cela peut créer des iniquités sur le plan de la santé, laissant les personnes moins bien outillées pour atteindre une pleine santé. C'est pourquoi nous favorisons l'inclusion de façon à ce que tous et toutes puissent avoir accès aux « courants » qui mènent à une bonne santé.

Prêts pour l'action s'adresse aux professionnels de la santé, aux intervenants, aux bénévoles et aux militants. Vous-même et votre organisation pouvez l'utiliser, de même que votre famille et votre collectivité. Nous nous attarderons ici à six principaux déterminants de la santé, soit le revenu, l'éducation, l'emploi, le logement, l'alimentation et l'inclusion.

Prêts pour l'action vous montrera 1) où trouver plus d'information sur chacun de ces déterminants; 2) comment vous pouvez tenir compte des déterminants au

Prêts pour l'action : Les déterminants sociaux de la santé

sein de votre organisme; 3) des exemples et modèles pouvant vous aider dans vos démarches; 4) ce que vous pouvez faire dans votre collectivité pour entraîner vos concitoyennes et concitoyens dans les courants menant à la santé.

Les déterminants sociaux de la santé et la prévention des maladies chroniques

Le rapport entre les facteurs sociaux et la santé ou les maladies chroniques a été observé de façon marquée dans la Grande-Bretagne industrielle de la seconde moitié du XIX^e siècle. Londres, Glasgow, Liverpool et d'autres villes débordaient de monde attiré par la nouvelle économie industrielle, mais ces gens gagnaient souvent peu, avaient un travail précaire, étaient logés dans des conditions atroces, ne mangeaient pas à leur faim, n'avaient pas l'occasion de s'instruire et se heurtaient à l'exclusion sociale. C'est à ce même moment que sont apparus les médecins se préoccupant d'hygiène publique qui ont identifié la relation de cause à effet entre les mauvaises conditions sociales et les maladies chroniques. Le même phénomène se produisait en Amérique du Nord, dans des villes telles que Toronto, où des médecins hygiénistes faisaient campagne pour réduire la pauvreté et mettre un terme aux conditions sociales misérables dans lesquelles vivaient les personnes démunies dans les villes et les collectivités rurales sous-développées.

Quel est le rapport entre les déterminants sociaux de la santé et les maladies chroniques?

Selon le document de travail [Une vague de changement : Iniquités et maladies chroniques au Canada atlantique](#), préparé pour la Direction générale de la santé de la population et de la santé publique, Région Atlantique, de Santé Canada :

« Les résultats des deux éditions de l'Enquête nationale sur la santé de la population de Statistique Canada (1994-1995 et 1996-1997) montrent que le taux d'incidence de toutes les maladies chroniques étudiées était plus élevé chez les groupes des deux plus faibles catégories de revenu que dans les groupes des trois catégories de revenu les plus élevées. »

Le D^r David McKeown, médecin hygiéniste de Toronto en décembre 2006, affirmait qu'on trouve à Toronto les communautés les plus en santé et les moins en santé du Canada et que, selon les quartiers, on constate parfois une incidence des problèmes de santé courants de deux fois supérieure en raison des principaux déterminants de la santé tels que le revenu, le logement, l'emploi et l'éducation.

Bien que l'on ait fait beaucoup de cas de la contribution des facteurs biomédicaux et du mode de vie sur l'incidence des maladies chroniques, Dennis Raphael, dans son introduction au document [Social Determinants of Health: Canadian Perspectives](#), note que les études plus récentes minimisent l'importance de ces facteurs et avance que l'accumulation des mauvaises conditions socioéconomiques entraînent des conséquences négatives sur la santé. Les mauvaises conditions socioéconomiques influencent la qualité de vie et le développement, peuvent causer un stress aigu et pousser les personnes à adopter des comportements nuisibles pour leur santé. Comme l'a souligné le D^r McKeown, lorsqu'il y a des écarts importants entre l'exposition à des facteurs positifs et négatifs, les effets nuisibles sur la santé sont encore plus grands.

Prêts pour l'action : Les déterminants sociaux de la santé

Prêts pour l'action fera ressortir les données qui montrent le lien entre les maladies chroniques et le manque de possibilités sur le plan socioéconomique en général, et plus précisément en ce qui concerne les six « courants » étudiés. Nous vous proposons également des modèles et des pratiques exemplaires. Mais avant d'aller plus avant, il est important de savoir quel est votre rôle.

Quel est votre rôle?

Les professionnels de la santé, les intervenants, le bénévoles et les militants vivent et travaillent dans divers cadres et milieux. S'ils comprennent les répercussions des déterminants sociaux de la santé sur les maladies chroniques, l'organisme pour lequel ils travaillent ou font du bénévolat n'envisage peut-être pas tout à fait la santé dans cette optique.

Au cours des dernières années, un certain nombre de personnes oeuvrant dans le milieu de la santé publique en Ontario ont élaboré un courant de pensée valable qui explique le rôle des déterminants sociaux de la santé et propose des mesures concrètes pouvant être prises. Ce groupe, sous la gouverne du Service de santé publique de Sudbury et du district, a aussi organisé un volet spécial lors de l'assemblée annuelle conjointe de l'Association pour la santé publique de l'Ontario (OPHA) et de l'Association of Local Public Health Agencies (alPha) en 2005 pour voir comment on pouvait intégrer des mesures touchant les déterminants sociaux de la santé dans les programmes obligatoires offerts par les bureaux de santé locaux.

Ce volet, qui avait pour titre *The Determinants of Health: developing an action plan for public health*, a attiré plus de 100 représentants du milieu de la santé publique qui ont partagé leurs expériences et offert des conseils. Des motions proposant que les services de santé publique jouent un rôle explicite pour s'attaquer aux déterminants sociaux et économiques de la santé ont également été votées lors de cette assemblée annuelle. Dans la foulée de la conférence et des motions, le Service de santé publique de Sudbury et du district a bénéficié, par l'intermédiaire du Centre ontarien d'information en prévention, d'une modeste subvention de l'Agence de santé publique du Canada afin de rédiger un document de travail plus détaillé intitulé [A framework to integrate social and economic determinants of health into the Ontario public health mandate](#) et publié en mars 2006. Ce document a été présenté au médecin hygiéniste en chef en avril 2006 dans l'espoir qu'il éclaire, au même titre que les discussions entourant le sujet, l'examen des services et programmes de santé publique obligatoires qui devait avoir lieu incessamment.

Ces développements indiquent que les déterminants sociaux de la santé sont devenus plus qu'un sujet de discussion et sont maintenant un mode d'action au sein des collectivités. Il y a fort à parier que ce mouvement fera des vagues et s'étendra à tous les secteurs touchés par les déterminants sociaux de la santé, tels que l'éducation, la planification sociale, la vie communautaire et, forcément, les organismes bénévoles qui œuvrent directement pour la prévention des maladies chroniques.

Toutefois, il n'est pas toujours facile de convaincre ses collègues, la direction, les conseils d'administration et la collectivité à travailler de concert pour favoriser l'accès aux déterminants sociaux de la santé. Il existe en effet nombre de défis et d'obstacles au sein des organismes.

Prêts pour l'action : Les déterminants sociaux de la santé

Pour relever ces défis, vous devez savoir quel est votre rôle. Pour cela, vous devez comprendre la nature et la structure de votre organisation ou groupe, y compris vos relations avec vos collègues, la direction, le conseil et la collectivité. Armé de ces connaissances, vous serez mieux en mesure d'appliquer les mesures suggérées dans le présent ouvrage.

Le portail [Change Management Toolbook](#) propose de nombreuses ressources pour vous aider à définir votre rôle. Le tableau qui suit est un outil pratique qui vous aidera à poser des gestes au sein de votre organisme ou groupe afin d'influencer les déterminants sociaux de la santé et d'engager votre collectivité sur la voie du changement.

| | Collègues | Direction | Conseil | Collectivité |
|---|---|--|--|--|
| Comment faire savoir à votre organisme qu'en favorisant l'accès aux déterminants sociaux de la santé (DSS), il s'acquitte de sa mission et de son mandat? | <p>Découpez des articles sur les DSS et affichez-les au babillard.</p> <p>Discutez des DSS lors des réunions du personnel.</p> <p>Suggérez un dîner causerie.</p> | <p>Faites savoir que la collectivité et le personnel s'intéressent aux DSS.</p> <p>Statistiques de l'organisme, p. ex. Access Alliance.</p> <p>Demandez quelle est la politique de l'organisme en ce qui concerne les DSS.</p> | <p>Examinez la mission et le mandat de l'organisme/du bureau de santé/du service.</p> <p>Étudiez les priorités des bailleurs de fonds.</p> <p>Assistez aux assemblées annuelles du conseil d'administration ou des conseils de santé.</p> <p>Rapports annuels, p. ex. Centraide du comté de Widsor-Essex</p> | <p>Repérez les organisations ou coalitions qui s'intéressent aux DSS.</p> <p>Établissez des liens entre ces organisations ou coalitions et votre organisme par le réseautage.</p> <p>Données du recensement</p> <p>Épidémiologie, p. ex. Service de santé publique de Sudbury et du district</p> |
| Comment faire participer les groupes et coalitions communautaires au processus décisionnel et à la programmation de votre organisme afin d'encourager les initiatives touchant les | <p>Repérez, avec l'aide de vos collègues, les groupes existants dans la collectivité en utilisant des stratégies d'identification des ressources.</p> <p>Recourez à des stratégies de développement</p> | <p>Présentez les résultats de l'exercice de repérage des ressources communautaires à l'équipe de direction.</p> <p>Sollicitez des appuis en vue d'une plus grande participation des</p> | <p>Invitez les membres des coalitions et groupes communautaires à assister aux réunions de votre conseil.</p> <p>Encouragez les membres de la collectivité à se porter bénévoles au sein des</p> | <p>Devenez membre actif de coalitions et groupes communautaires.</p> <p>Tissez des liens entre différents groupes et coalitions de façon à former un réseau.</p> <p>Écrivez des</p> |

Prêts pour l'action : Les déterminants sociaux de la santé

| | | | | |
|-------------|---|----------------------------|--|--|
| DSS? | communautaire pour mobiliser la collectivité. | groupes communautaires. | comités et groupes de travail du conseil. | lettres à la rédaction des journaux. |
|-------------|---|----------------------------|--|--|

Revenu suffisant

Nous avons tous besoin d'argent pour nous loger, nous nourrir, nous vêtir, nous déplacer, profiter des activités culturelles, récréatives et autres qui nous permettent de mener une vie saine dans notre société. Lorsque nous avons un revenu décent, nous avons aussi le respect de notre collectivité, ce qui nous procure un sentiment de satisfaction. Nous avons aussi besoin de politiques équitables en matière de fiscalité et de transfert afin de réduire l'écart entre les riches et les pauvres. Il est également important d'avoir des groupes de défense des droits dynamiques dans notre société qui œuvrent pour que tous et toutes aient accès à un revenu suffisant.

Au fil des ans, les études ont démontré qu'il existait un lien étroit entre le revenu et la santé, et que les sociétés où l'écart est important entre les nantis et les démunis n'étaient pas des sociétés en santé. Le petit pourcentage de la population au haut de l'échelle des revenus et de la richesse est en meilleure santé et vit plus longtemps que la proportion plus large de la population au bas de l'échelle. Et cet écart va croissant.

Selon une étude récente menée par l'[Institut mondial de recherche sur l'économie du développement](#) des Nations Unies,

- 2 % des adultes les plus riches possèdent plus de 50 % de la richesse des ménages à l'échelle mondiale
- 10 % des adultes les plus riches représentent 85 % de la richesse des ménages à l'échelle mondiale.

En comparaison, la moitié la plus pauvre de la population adulte possède à peine 1 % de la richesse mondiale. « Il existe une très grande iniquité sur le plan de la répartition de la richesse des ménages, ou des biens – cette inégalité est en fait supérieure à celle sur le plan de la répartition du revenu », a indiqué Jim Davies, auteur de l'étude et professeur d'économie à l'Université Western Ontario à London. « Cela est évidemment préoccupant. »

Les États-Unis, qui représentent 25 % de la richesse mondiale, se classent au premier rang des nations les plus nanties. Suivent le Japon (9,8 %), la Chine (8,7 %), le Royaume-Uni (4,7 %) et l'Allemagne (4,6 %).

Le Canada, qui représente 1,7 % de la richesse mondiale, arrive au onzième rang.

« Le Canada est certes l'un des pays les plus riches du monde » a affirmé M. Davies.

En fait, 2,5 % des Canadiens se trouvaient dans le percentile des gens les plus riches du monde. Aux États-Unis, cette proportion est de 36,8 %.

Le fossé entre riches et pauvres s'accroît d'ailleurs au Canada.

« Suivant une hausse entre 1984 et 1999, l'écart entre la tranche des 20 % des familles se trouvant au haut de l'échelle et celle au bas de l'échelle sur le plan de

Prêts pour l'action : Les déterminants sociaux de la santé

la répartition de la richesse a continué de s'agrandir entre 1999 et 2005. En 2005, 20 % des familles les plus riches détenaient 75 % de la richesse totale des ménages, comparativement à 73 % en 1999 et à 69 % en 1984. » Le numéro de décembre 2006 de [L'emploi et le revenu en perspective](#), de Statistique Canada, donne de plus amples détails sur cet écart grandissant.

Pour en savoir plus

- [Statistique Canada](#) publie des études et des données détaillées sur le revenu, l'inégalité du revenu et la relation entre le revenu et d'autres facteurs. Bien que ces renseignements s'appuient sur le recensement de 2001, ils permettent de brosser le tableau de la situation dans les différentes régions du pays. Les données du recensement de 2006 seront disponibles sous peu.
- L'Agence de santé publique du Canada propose un excellent résumé de la relation entre le revenu et la santé, intitulé [L'inégalité du revenu comme facteur déterminant de la santé](#), où l'on cite une étude effectuée à Montréal sur le rapport entre les revenus des quartiers, le lieu de résidence sur l'île de Montréal et l'état de santé. Montréal est arrivée en dernière place des principales villes canadiennes sur tous les aspects de la santé. La conclusion de l'étude est que l'état de santé ne pouvait être amélioré qu'en abordant les questions d'inégalité du revenu.
- Les questions du revenu, de la répartition du revenu et de la santé sont traitées dans deux des chapitres du document [The Social Determinants of Health: Canadian Perspectives](#). Dans « Income and Income Distribution », Ann Curry-Stevens retrace l'évolution de l'inégalité du revenu au Canada, en s'attardant plus particulièrement aux politiques fiscales qui, influencées par l'idéologie néoconservatrice, ont donné lieu à un déséquilibre encore plus grand au chapitre du revenu chez les Canadiens. Dans « Income and Health in Canada », Nathalie Auger et ses collaborateurs examinent plus en profondeur l'étude citée par l'Agence de santé publique du Canada.
- Des données britanniques montrant la corrélation entre le revenu et la santé figurent dans [Income inequality and mortality: importance to health of individual income, psychosocial environment, or material conditions](#). Ce document examine ce lien sous différents angles, soit celui du revenu des particuliers, de l'environnement psychosocial et de l'interprétation néomatérielle qui envisage le cumul des expériences et des expositions négatives issues d'un faible revenu.
- Dans [Health, Income, and Inequality](#), Angus Deaton examine de façon concise mais exhaustive la question sous différents angles en s'appuyant sur les données de différents pays, notamment les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'Afrique du Sud.
- Le projet de l'[Indice canadien du mieux-être](#), hébergé par la Fondation Atkinson, utilisera le revenu, combiné à d'autres facteurs, pour dresser un portrait exhaustif du bien-être des Canadiennes et Canadiens. Le projet fait appel à des spécialistes des quatre coins du pays afin d'établir les facteurs qui feront partie de l'indice, qui devrait paraître bientôt.
- L'Organisation mondiale de la santé a créé la [Commission des déterminants sociaux de la santé](#) dans le but de soutenir la recherche et les publications sur les DSS, y compris le revenu. La Commission effectue des [études de cas sur les meilleures pratiques](#) parmi les groupes s'intéressant aux DSS.

Exemples et modèles

- Le groupe [Health and Income Options](#) en Colombie-Britannique milite en faveur de l'accès à un revenu suffisant. Il existe divers groupes de revendication locaux de ce genre au pays qui peuvent vous aider à obtenir le revenu auquel vous avez droit. Ces groupes défendent aussi le droit à un revenu suffisant pour tous.
- L'[Association of Ontario Food Banks](#) lance une campagne pour sensibiliser la population à la menace pour la santé que constitue la disparité des revenus. L'Association, qui soutient le travail de douzaines de banques alimentaires locales afin de les rendre plus efficaces, est devenue un important porte-parole en faveur de l'accès à un revenu suffisant et publie régulièrement des exposés de principe exhortant le gouvernement à prendre des mesures à cet effet.
- Des coalitions contre la pauvreté sont à l'œuvre en [Ontario](#), à [Peterborough](#), à [Halifax](#), et en [Colombie-Britannique](#), et proposent de multiples approches pour revendiquer l'accès à un revenu suffisant. Ces groupes locaux, mis sur pied par des intervenants et des militants, organisent des campagnes pour sensibiliser la population aux besoins créés par de faibles revenus ainsi qu'aux politiques et aux programmes gouvernementaux nécessaires pour y répondre.
- Dans le cadre de l'initiative [Gardons nos enfants en santé et non pas hospitalisés](#) du Centre hospitalier pour enfants de l'est de l'Ontario, des ressources imprimées et vidéo ont été produites afin d'examiner le rapport entre le revenu et la santé, surtout en ce qui a trait aux enfants. Il s'agit d'un excellent exemple d'un établissement de santé important qui crée des ressources qui aident les militants à mieux comprendre les répercussions négatives d'un faible revenu sur la santé et qui proposent des mesures à prendre.
- La [Coalition des Centres des ressources et de santé communautaires d'Ottawa](#) formule des positions sur les DSS et œuvre en faveur de l'équité du revenu. Elle produit des fiches documentaires, des questions et réponses sur certains enjeux, en plus de proposer des façons pour les gens d'intervenir.
- L'[Organisation nationale anti-pauvreté](#) a lancé une campagne en vue d'encourager les jeunes à s'engager dans la prévention et la réduction de la pauvreté parmi eux. L'organisation continue de faire campagne en faveur de l'augmentation du salaire minimum au pays, du plafonnement et de la réduction des frais de scolarité postsecondaires ainsi que de l'assouplissement de l'accès à l'assurance-emploi.
- [KAIROS – Initiatives canadiennes œcuméniques pour la justice](#) octroie des fonds aux groupes à faible revenu qui font la promotion de la justice sociale en prenant des mesures qui s'attaquent aux causes de la pauvreté, qui encouragent la collectivité à prendre une part active afin d'aider les personnes à faible revenu à se prendre en main, à mieux faire connaître les causes de justice sociale et à soutenir d'autres stratégies de développement économique, telles que les coopératives.

Prêts pour l'action : Les déterminants sociaux de la santé

- [PovNet](#) fournit une liste exhaustive des organismes communautaires qui œuvrent en vue de réduire la pauvreté en Ontario.

Ce que vous pouvez faire dans votre collectivité

Les gouvernements fédéral, provincial ainsi que les administrations locales offrent des allocations de revenu aux Canadiennes et Canadiens. Des organismes non gouvernementaux élaborent des exposés de position pour que tous puissent avoir un revenu suffisant. Vous pouvez prendre des mesures dans votre collectivité. Le document **Prêts pour l'action** est votre premier pas dans cette direction.

| | Fédéral | Provincial | Local | Organisations |
|--|---|--|---|---|
| Quel rôle chaque palier joue-t-il pour veiller à ce que tous les membres de la société, y compris vous-même, aient un revenu suffisant? | Aide au revenu pour tous les Canadiens Sécurité de la vieillesse Supplément de revenu garanti Régime de pensions du Canada Autres programmes de prestations du Canada | Ontario au travail Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées | Services sociaux de votre municipalité ou de votre comté, p.ex. les services sociaux de Toronto | Centre d'action pour la sécurité du revenu Advocacy Centre for the Elderly Campagne 2000 Mettons fin à la pauvreté des enfants au Canada Centre for Social Justice |
| Sur qui doit-on faire pression pour que tous les membres de la société, y compris vous-même, aient un revenu suffisant? | Sénateur et députés de la Chambre des communes | Membres de l'Assemblée législative de l'Ontario, avec des liens à leur affiliation politique ainsi qu'au le Comité permanent de la politique sociale | Conseillers municipaux et comité des services sociaux, p. ex. Toronto | Églises, p. ex. L'Église Unie du Canada Programme anti-pauvreté de Kairos |
| Sur qui pouvez-vous compter pour faire pression sur les personnes influentes? | Clubs philanthropiques de votre localité, p. ex. le Club Rotary de London Journaux locaux, p.ex. Haliburton Echo | Engagement des citoyens dans les Réseaux locaux d'intégration des services de santé Association pour la santé publique de l'Ontario | Bureaux de santé locaux Conseils de santé locaux | Groupes de planification sociale Coalition des communautés en santé de l'Ontario |

Ce que vous pouvez faire dans votre collectivité (suite)

| | Fédéral | Provincial | Local | Organisations |
|--|--|---|--|--|
| <p>Que pouvez-vous faire pour que tous les membres de la société, y compris vous-même, aient un revenu suffisant?</p> | <p>Voyez si vous recevez toutes les allocations de revenu fédérales auxquelles vous avez droit en consultant les sites Web et en vous renseignant auprès de groupes de défense des droits.</p> <p>Écrivez aux sénateurs et à votre député de la Chambre des communes pour leur faire part de vos préoccupations concernant le lien entre un revenu suffisant et la santé.</p> <p>Signez une des nombreuses pétitions sur le revenu et la santé, p.ex. Campagne 2000.</p> | <p>Voyez si vous recevez toutes les allocations de revenu provinciales auxquelles vous avez droit en consultant les sites Web et en vous renseignant auprès de groupes de défense des droits.</p> <p>Écrivez aux députés de l'Assemblée législative de l'Ontario pour leur faire part de vos préoccupations concernant le lien entre un revenu suffisant et la santé.</p> | <p>Voyez si vous recevez toutes les allocations de revenu municipales auxquelles vous avez droit en consultant les sites Web et en vous renseignant auprès de groupes de défense des droits.</p> <p>Écrivez à votre conseiller municipal pour lui faire part de vos préoccupations concernant le lien entre un revenu suffisant et la santé.</p> | <p>Votre organisme a-t-il une politique en faveur de l'accès à un revenu suffisant? Posez la question à votre chef de service ou superviseur et faites-lui savoir que vous appuyez une telle politique.</p> <p>Votre église ou les groupes sociaux ou communautaires dont vous faites partie ont-ils une politique en faveur de l'accès à un revenu suffisant? Posez les questions aux représentants et faites-leur savoir que vous appuyez une telle politique.</p> <p>Appuyez les groupes de défense des droits nationaux, provinciaux et locaux et devenez-en membre.</p> |

Éducation

La vie est très compliquée de nos jours. Il faut savoir bien des choses pour venir en aide à sa famille, à sa collectivité et s'aider soi-même. Nous devons d'abord apprendre à lire et à comprendre l'information qui a une influence sur notre vie et notre avenir. Il nous faut aussi avoir la meilleure éducation qui soit pour pouvoir réaliser notre plein potentiel.

Les parents ont besoin d'information pour épauler leurs enfants pendant toutes leurs années d'études. Ils doivent faire en sorte que leurs enfants soient prêts pour la rentrée à l'école et connaître suffisamment le système d'éducation pour soutenir les décisions de leurs enfants au moment des diverses transitions d'apprentissage de l'élémentaire au secondaire puis aux études postsecondaires. Plus que jamais, l'éducation se poursuit tout au long de la vie.

Les écoles élémentaires considèrent les [parents comme des partenaires](#) qui peuvent soutenir l'apprentissage de leurs enfants en renforçant leurs habiletés, en les encourageant à poursuivre leurs intérêts et en se faisant les défenseurs de leurs besoins particuliers. Lorsque les parents sont mieux renseignés sur les programmes spéciaux offerts par les écoles et conseils scolaires de leur localité, ils sont davantage en mesure d'aider leurs enfants à faire des [choix éclairés](#) au moment de passer au secondaire et de poursuivre des occasions de formation postsecondaires.

L'éducation exerce une influence plus importante que jamais sur les possibilités offertes aux jeunes dans la vie, peut-on lire dans [Surmonter les obstacles qui bloquent l'accès aux bons emplois](#). Les jeunes ayant peu de qualifications risquent davantage de se retrouver au chômage pendant de longues périodes ou d'occuper des emplois précaires et peu satisfaisants.

L'obtention du diplôme d'études secondaires n'améliore pas automatiquement les chances de décrocher un travail spécialisé. Les jeunes qui ne terminent pas leur secondaire sont plus susceptibles d'être sans emploi ou sous-employés selon le document [Le décrochage chez les jeunes : Que faut-il faire?](#) Les décrocheurs seront moins bien payés et ont plus de difficulté à profiter des occasions de formation ou d'avancement.

L'éducation concerne aussi les adultes. Ces derniers retournent à l'école pour plusieurs raisons : pour terminer leurs études secondaires, améliorer leurs compétences de base ou en acquérir de nouvelles qui leur permettront de profiter de meilleures possibilités d'emploi. Les nouveaux immigrants suivent parfois des cours pour améliorer leurs compétences linguistiques et apprendre des techniques de recherche d'emploi adaptées à la réalité canadienne. Les personnes âgées suivent aussi des cours pour enrichir leur vie. [L'éducation des adultes ou permanente](#) répond aux besoins des adultes.

L'étroite corrélation entre la santé et l'apprentissage est manifeste, et ce à tous les stades de la vie, de la petite enfance à un âge plus avancé.

Prêts pour l'action : Les déterminants sociaux de la santé

Les résultats de tests internationaux en alphabétisation des adultes montrent que 42 % des Canadiennes et Canadiens âgés entre 16 et 65 ans ont un niveau d'alphabétisation inférieur à ce qui est considéré comme nécessaire pour vivre et travailler dans la société d'aujourd'hui. [L'alphabétisation des adultes](#) est également un enjeu important en Ontario. Selon l'[Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes](#), 16 % des adultes ne possèdent pas les compétences de base en lecture et en écriture et un autre 26 % bénéficieraient d'une hausse de leur degré d'alphabétisation.

Un faible niveau d'alphabétisation est lié à la pauvreté, à des conditions de vie défavorables, à l'exclusion et, au bout du compte, à une mauvaise santé. L'[Enquête sur l'alphabétisation et les compétences des adultes](#) (en anglais seulement) révèle que les personnes les plus en santé ont aussi un niveau de littératie et de numératie plus élevés que les personnes en moins bonne santé. On a fait la même constatation dans tous les pays étudiés. Cette enquête indique également que le taux de fréquentation aux cours et à la formation pour les adultes parmi les Canadiennes et Canadiens âgés entre 16 et 65 ans était passé de 36 % en 1994 à 49,3 % en 2003.

Pour en savoir plus

- Les parents ont besoin d'aide pour assurer une transition harmonieuse lorsque leurs enfants entrent à l'école. Certains enfants ont des problèmes sur le plan intellectuel ou physique, du comportement, de la communication ou encore de multiples besoins particuliers auxquels les méthodes traditionnelles d'enseignement et d'évaluation ne peuvent pas répondre. Des programmes spéciaux sont alors plus appropriés. Les élèves présentant ces caractéristiques peuvent être considérés officiellement comme des « [élèves en difficulté](#) ». Les conseils scolaires de l'Ontario doivent s'appuyer sur les définitions du ministère pour déterminer si un élève est en difficulté.
- Avant de pouvoir suivre des cours ou une formation spécialisée, les nouveaux arrivants au Canada doivent faire évaluer leurs diplômes. [Etablissement.org](#) est un excellent site Web qui fournit des renseignements utiles sur les organismes qui évaluent les diplômes en vue de poursuivre des études au niveau secondaire ou postsecondaire ou de trouver du travail.
- Bon nombre de collèges et universités au Canada offrent des [possibilités d'éducation à distance](#) qui vous permettent d'étudier chez vous au moment qui vous convient.
- Les écoles secondaires offrent un large éventail de cours pour aider tous les élèves à obtenir leur diplôme d'études secondaires. Certains cours proposent des programmes d'[éducation coopérative](#) où les élèves peuvent profiter d'expériences reliées à l'emploi qui donnent droit à des crédits dans le cadre de leurs études à temps plein.
- L'[apprentissage](#) est une formation pratique qui peut commencer dès le secondaire. De nombreux emplois dans les métiers spécialisés, la construction, le secteur automobile et le secteur des services requièrent une formation et un certificat de compétence qui combinent des cours théoriques avec une formation en cours d'emploi. Les apprentis sont payés durant leur stage et leur rémunération augmente à mesure qu'ils prennent de l'expérience.
- Le [Programme d'apprentissage pour les jeunes de l'Ontario](#) permet aux élèves de 11^e année qui sont âgés d'au moins 16 ans de devenir apprentis dans un métier spécialisé tout en terminant leurs études secondaires.
- Il existe plusieurs possibilités pour les adultes qui désirent terminer leurs études secondaires. Ils peuvent passer un [test d'évaluation des connaissances générales](#) (GED) pour montrer qu'ils possèdent des compétences et connaissances équivalentes au diplôme d'études secondaires. Ces tests sont disponibles partout au Canada, aux États-Unis et dans plusieurs autres pays. En 2002, plus d'un million d'adultes ont passé des tests GED dans le monde.
- Le [Centre d'études indépendantes \(CEI\)](#) offre la possibilité de prendre des cours par correspondance. Les résidents de l'Ontario peuvent obtenir des crédits en vue de l'obtention de leur diplôme d'études secondaires, perfectionner leurs compétences de base ou suivre des cours pour leur enrichissement personnel.

Prêts pour l'action : Les déterminants sociaux de la santé

Le CEI offre également un programme d'études élémentaires pour les enfants qui séjournent temporairement à l'extérieur du Canada.

- sont des entreprises indépendantes qui offrent une formation et des cours postsecondaires et qui constituent une autre option que les collèges communautaires et les programmes de formation en apprentissage. Ils fournissent aux personnes qui ont besoin de compétences spécifiques l'occasion de se lancer sur le marché du travail le plus rapidement possible.

Exemples et modèles

- Certains enfants s'adaptent sans problème à l'école tandis que d'autres éprouvent plus de difficulté. Le [projet d'intervention précoce](#) du conseil scolaire du district de Peel aide ces élèves ainsi que leurs parents à vivre une transition réussie.
- Les bibliothèques offrent souvent des programmes de lecture pour les tout-petits et soutiennent les parents dans leurs efforts pour développer les aptitudes en lecture de leurs enfants. La bibliothèque publique de Brampton a mis sur pied le programme [Babies in Playland](#) en partenariat avec le centre de développement de la petite enfance de l'Ontario.
- Il est important de choisir les cours appropriés au niveau secondaire. [People for Education](#) offre des conseils pour aider les parents et les élèves à planifier leur programme d'études secondaires.
- Certains élèves s'étant très bien adaptés à l'école élémentaire ont parfois besoin d'aide lorsque vient le temps de passer au secondaire. Le manque de confiance en soi peut avoir des répercussions sur l'assiduité et la réussite scolaires et augmenter les risques de décrochage. Le programme [Pathways to Education](#) dans le quartier Regent Park de Toronto vise à retenir ces élèves à l'école.
- Le cadre traditionnel de l'école secondaire ne convient pas aux besoins particuliers ou à l'horaire de tous. La [cyberécole d'Ottawa-Carlton](#) est une option pédagogique souple qui permet de terminer ses études secondaires en ligne.
- Le [Programme d'alphabétisation et de formation de base du ministère de la Formation et des Collèges et Universités](#) fournit des services de littératie, de numératie et d'acquisition de compétences essentielles afin de permettre aux apprenantes et apprenants d'atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés afin de poursuivre leurs études, suivre une formation, obtenir un emploi ou réaliser leur autonomie.

Ce que vous pouvez faire dans votre collectivité

Au Canada, il n'y a pas d'organe national responsable de l'éducation. L'éducation est un champ de compétence provincial et territorial; le rôle du gouvernement fédéral est de verser des paiements de transfert afin de soutenir les provinces et territoires dans le secteur de l'éducation et de fournir aux particuliers une aide dans le cadre de régimes d'épargne-études. Le document **Prêts pour l'action** vous propose des pistes à cet effet.

| | Fédéral | Provincial | Local | Organisations |
|--|--|---|--|--|
| Quel rôle chaque palier joue-t-il pour veiller à ce que vous receviez une éducation appropriée? | Régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) Subvention canadienne pour l'épargne-études (SCEE) Bon d'études canadien (BEC) | Curriculum de l' élémentaire et du secondaire de l'Ontario Apprentissage Programme de prêts pour l'acquisition d'outils de travail Outil Trouvez un programme des Collèges de l'Ontario Régime d'aide financière aux étudiants de l'Ontario (RAFEO) | Conseil scolaire du district Le directeur et les enseignants de l'école de votre quartier | Conseils scolaires Learning Disabilities Association of Ontario |
| Quel rôle chaque palier joue-t-il pour veiller à ce que vous receviez une éducation appropriée? | Régime d'encouragement à l'éducation permanente Workplace Essential Skills Training | Alphabétisation et formation de base | Métiers spécialisés Formation en apprentissage | Infusion Angels and Microsoft |
| Sur qui pouvez-vous compter pour faire pression sur les personnes influentes? | Programme de mentorat de Job Start | Conseil provincial des parents | Trouver un interprète Comité consultatif pour l'enfance en difficulté du conseil scolaire | Services aux immigrants de la région de Kingston People for Education |

Prêts pour l'action : Les déterminants sociaux de la santé

| | | | | |
|---|--|--|---|--|
| <p>Quels gestes pouvez-vous poser pour faire en sorte que tous les membres de la société reçoivent une éducation appropriée?</p> | <p>Intéressez-vous aux enjeux d'importance nationale en matière d'éducation, par l'entremise de la Fédération canadienne des associations foyer-école.</p> | <p>Soyez au fait des questions scolaires en demandant d'être sur la liste d'envoi électronique de l'Ontario Association of Parents in Catholic Education.</p> <p>Devenez membre de l'Ontario Federation of Home and School Associations.</p> | <p>Établissez dès le début des rapports positifs avec l'enseignant de votre enfant. Rendez-vous à l'école ou téléphonez à l'enseignant si vous avez des questions ou des préoccupations.</p> <p>Soyez au fait des enjeux locaux en assistant aux réunions du conseil scolaire ou du conseil de l'école.</p> | <p>Devenez membre du Réseau de communication et de collaboration en matière d'éducation.</p> |
|---|--|--|---|--|

Emploi

Notre travail est plus qu'une source de revenus. Il nous donne aussi un sentiment d'accomplissement, d'appartenance et de satisfaction, si la société respecte et souligne le travail payé et non payé que l'on fait. Nous avons besoin de nous sentir en sécurité au travail et de recevoir une somme d'argent appropriée correspondant à la valeur de notre contribution. Nous avons aussi besoin d'être reconnu pour le travail non rémunéré que l'on fait au sein de notre famille et de notre collectivité. Les travaux domestiques et le travail bénévole dans la communauté ne sont en général pas payés ni appréciés à leur juste valeur; pourtant, ils sont essentiels à notre survie et à notre qualité de vie.

Toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage, comme l'énonce l'article 23 de la [Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations Unies](#).

Le travail contribue à notre bien-être matériel en nous fournissant un revenu suffisant pour vivre. Il constitue un important connecteur social qui élimine les obstacles à l'inclusion et génère la cohésion sociale nécessaire pour bâtir une société équitable. Le travail contribue à notre santé de bien des façons selon le rapport [Community Works Report](#) publié par Goodwill en juin 2006.

Le chômage, la précarité et l'insécurité d'emploi entraînent des difficultés financières ainsi que des risques accrus pour la santé et un plus grand isolement social (D. Raphael, *Social Determinants of Health*, 2006).

Divers [facteurs du marché du travail](#) influencent la santé :

- les changements technologiques rapides dans le milieu du travail
- une tendance croissante à la mondialisation qui intensifie la concurrence
- les conséquences négatives du chômage, de l'insécurité d'emploi, du travail supplémentaire, du travail par quarts et du sous-emploi
- les effets des arrangements non conformes aux normes d'emploi, tel que le travail à contrat.

La perte d'un emploi contribue grandement à la dépression, à l'anxiété, à la panique et à la consommation accrue de drogue ou d'alcool selon le rapport [Community Works Report](#), qui cite W. Avison. Ces répercussions peuvent avoir des effets à long terme qui ne se résorbent pas immédiatement après avoir trouvé un autre emploi. Étant donné que les personnes sans emploi sont plus susceptibles d'avoir des problèmes de santé, le [chômage](#) à long terme peut accroître la vulnérabilité sur le plan de la santé.

Le sous-emploi et le [stress professionnel](#) sont associés à une moins bonne santé. Parmi les sources de stress au travail, on compte le manque de soutien des collègues et superviseurs, l'insécurité d'emploi et les exigences du travail. Les facteurs de stress sont moins grands chez les travailleurs plus instruits que

Prêts pour l'action : Les déterminants sociaux de la santé

chez les travailleurs moins instruits observe l'[Institut de recherche sur le travail et la santé](#) en Ontario.

Les [arrangements de travail non conventionnels](#) peuvent avoir des effets nocifs sur la santé des travailleurs. Plus du tiers de la population active au Canada travaille maintenant à temps partiel, dans le cadre d'un contrat à court terme ou d'autres arrangements de travail non typiques.

L'entrée sur le marché du travail se fait à différents moments. Les jeunes commencent habituellement à travailler après avoir terminé leurs études. Toutefois, il arrive que l'on réintègre le marché du travail après une mise à pied, un congé parental, l'établissement dans un autre pays, ce qui peut donner lieu à du stress et, éventuellement, à une moins bonne santé. Il arrive aussi que les personnes à la retraite retournent sur le marché du travail. Chaque approche nécessite des stratégies adaptées.

Pour en savoir plus

- Il faut continuer à se renouveler pour réussir sur le marché du travail et en tirer un sentiment de satisfaction. Il n'est pas rare que l'on change plusieurs fois d'emploi au cours de sa vie et qu'il faille acquérir de nouvelles compétences. Dans [Workforce Literacy](#), l'Ontario Literacy Coalition indique que la demande pour les compétences de base en lecture et en écriture a augmenté même dans les emplois où ces compétences ne semblent pas être essentielles.
- Selon l'[Ontario Literacy Coalition](#), outre des aptitudes en écriture, lecture et mathématiques, le milieu du travail exige des compétences sur le plan de la communication orale, de la technologie, de la pensée critique et de la résolution de problèmes. Le [Conference Board of Canada](#) note qu'il est important pour les employés et les travailleurs indépendants de faire preuve d'une attitude et d'un comportement positifs, d'avoir une bonne capacité d'adaptation, un bon esprit de collaboration, ainsi que des aptitudes sociales.
- Service Canada fait remarquer que les employeurs savent les [valeurs et compétences clés](#) qu'ils recherchent chez leurs nouveaux employés, notamment sur le plan des valeurs personnelles, de la capacité à résoudre les problèmes et à prendre des décisions, ainsi que sur huit autres facteurs.
- Bien que les Canadiens n'aient jamais été si instruits, le niveau de compétence chez les travailleurs plus âgés est parfois insuffisant pour répondre aux demandes accrues du marché de l'emploi. Lorsque les travailleurs plus âgés cessent ou négligent de perfectionner certaines compétences professionnelles, on assiste à une perte de compétences aux dires du [Conseil canadien sur l'apprentissage](#).
- L'[Enquête sur l'éducation et sur la formation des adultes 2003](#) a révélé qu'un travailleur adulte sur trois a suivi une formation officielle liée à l'emploi en 2002, saisissant l'occasion de poursuivre son apprentissage et de mettre à niveau ses compétences.
- Dans un rapport britannique préparé par le [Tamkin Institute for Employment Studies](#) en 2005, on note que les personnes moins instruites qui suivent une formation sont deux fois plus susceptibles d'affirmer en tirer des avantages, par exemple une hausse de revenu, une promotion ou un changement d'emploi, que leurs homologues plus instruits. Le Canada continue d'afficher un retard sur le plan des possibilités de formation en cours d'emploi par rapport à d'autres pays. Dans [Faire progresser l'apprentissage en milieu de travail](#), on indique que moins de 30 % des travailleurs adultes canadiens suivent une formation liée à leur emploi comparativement à près de 35 % au R.-U. et à 45 % aux États-Unis.
- Le nombre croissant de personnes qui prennent leur retraite peut entraîner [une pénurie de main-d'oeuvre dans les métiers spécialisés](#). En outre, une étude menée en 2004 sur le vieillissement et la pénurie de la main-d'œuvre au Canada et en Ontario ([Labour Force Ageing and Skill Shortages in Canada and Ontario](#)), conclut que les éventuelles pénuries de main-d'œuvre qualifiée auront probablement des répercussions sur des industries, occupations et

Prêts pour l'action : Les déterminants sociaux de la santé

emplacements spécifiques et dépendent d'un grand nombre de facteurs économiques, démographiques et liés au milieu de travail.

- Selon [Faire progresser l'apprentissage en milieu de travail](#), les exigences et la transformation rapide de l'économie du savoir obligent à recycler fréquemment ses compétences.
- Dans [Préparer l'avenir](#), le Conseil des ministres de l'Éducation cite l'American Society for Training and Development et constate que les employeurs canadiens dépensent environ 560 \$US par année par employé au chapitre de la formation en milieu de travail, soit considérablement moins que les autres pays de l'OCDE, qui compte parmi ses membres les États-Unis, le Japon et d'autres pays européens.

Exemples et modèles

- Le [Passeport-compétences de l'Ontario](#) fournit des renseignements utiles sur les compétences, les habitudes et les tâches requises en milieu de travail ainsi que sur les possibilités offertes. Il propose également des instructions pour créer un plan de travail.
- Travailler à titre de bénévole, qu'on soit [jeune](#) ou [plus âgé](#), peut nous servir dans notre recherche d'emploi et nous redonner de l'énergie à un stade particulier de la vie.
- Les personnes qui ne savent pas dans quelle voie s'engager sur le plan des études, de la formation ou du travail, peuvent examiner les taux d'obtention de diplôme et d'emploi des [universités](#), [collèges communautaires](#) et [d'autres établissements d'enseignement](#).
- Le [Youth Business Centre](#) à Toronto offre aux jeunes entrepreneurs des occasions de perfectionner leurs compétences et de préparer d'un plan d'affaires. Les gens peuvent également envisager si [le travail indépendant](#) est une option pour eux.
- La recherche d'un emploi peut être une occupation à temps plein. [Career coach](#) est une caravane de 37 pieds qui s'arrête dans les centres commerciaux, les centres récréatifs, bibliothèques et organismes communautaires dans la région de Peel et Halton afin de fournir des services d'orientation professionnelle et d'aide à la recherche d'emploi aux jeunes (de 16 à 30 ans) et aux nouveaux arrivants.
- Le [Guichet Emplois](#) permet de faire en ligne des recherches d'emploi partout au Canada. Les employeurs peuvent également afficher les offres d'emploi sur ce site.
- Le programme [Career Bridge](#) est offert dans la région du grand Toronto et de Hamilton. Il propose des stages au sein de la fonction publique de l'Ontario pour les nouveaux arrivants qualifiés et expérimentés qui sont des professionnels formés à l'étranger.
- Le [collège Durham à Uxbridge](#) offre un service communautaire à trois volets qui inclut un service d'information et de documentation, un service de planification et de préparation à l'emploi et un service de développement de l'emploi et de soutien au placement pour les personnes de plus de 16 ans qui ne sont pas aux études, n'ont pas d'emploi et ne reçoivent pas de prestations d'assurance-emploi.
- [Doorways](#) offre des cours de perfectionnement en mathématiques et en lecture pour pouvoir être admis aux programmes de formation professionnelle du Centre for Skills and Development de Burlington. Ce programme a une politique d'inscription ouverte et offre dans certains cas une aide pour le transport.
- [Skills for Change](#) offre une formation linguistique spécifique au secteur d'emploi, des cours en informatique ainsi que des techniques de recherche d'emploi aux nouveaux arrivants au Canada.

Prêts pour l'action : Les déterminants sociaux de la santé

- Les [soirées réseautage sur les emplois spécialisés pour les femmes](#) sont une série de soupers à l'intention des élèves de la 9^e à la 12^e année afin de leur donner l'occasion d'établir des liens avec des femmes qui travaillent dans des métiers spécialisés et secteurs technologiques.

Ce que vous pouvez faire dans votre collectivité

Les gouvernements fédéral et provincial, les administrations municipales ainsi que les organisations non gouvernementales jouent tous un rôle pour faire en sorte que tous les membres de la société aient accès au marché du travail et reçoivent le salaire minimal prévu par la loi pour l'accomplissement de leur travail en toute sécurité. Les groupes de revendication protègent cet accès et ce droit et font également pression pour que la rémunération issue de ce travail soit adéquate. Le document **Prêts pour l'action** vous donne des pistes pour prendre des mesures concrètes.

| | Fédéral | Provincial | Local | Organisations |
|---|--|--|---|--|
| Quel rôle chaque palier joue-t-il pour veiller à ce que les jeunes aient accès à un emploi décent et intéressant? | Demande de numéro d'assurance sociale Demande de prestations d'assurance-emploi en direct Expérience emploi été Jeunesse Canada au travail Stratégie emploi jeunesse | Loi sur les normes d'emploi Emploi Ontario Services aux employés Sécurité des jeunes au travail | Apprentissage Job Connect Conseils industrie-éducation Compétences ça marche JobConnect | OCASI Business& Education Partnership , Waterloo Recherche sur les occasions d'apprentissage (Peel, Halton, Dufferin) |
| Quel rôle chaque palier joue-t-il pour veiller à ce que les adultes qui retournent sur le marché du travail ont accès à un un emploi décent et intéressant? | Travail pendant une période de prestations de maternité, parentales et de maladie Permis de travail pour les nouveaux arrivants | Guide de la petite entreprise Programme d'adaptation de la main-d'oeuvre Services aux employeurs | Comité de formation du Nord Supérieur | Programmes de mentorat Programmes de stages Avantage Carrière Skills International |
| Sur qui pouvez-vous compter pour faire pression sur les personnes influentes? | Congrès du travail du Canada | Programme de mentorat de Job Start | Services d'emploi du YMCA | Peel Poverty Action Group |

Prêts pour l'action : Les déterminants sociaux de la santé

| | | | | |
|--|--|---|---|--|
| <p>Quels gestes pouvez-vous poser pour faire en sorte que tous les membres de la société, y compris vous-même, aient accès à un emploi décent et intéressant?</p> | <p>Écrivez aux sénateurs et à votre député de la Chambre des communes pour leur faire part de vos préoccupations concernant le lien entre un emploi approprié et la santé.</p> | <p>Écrivez aux députés de l'Assemblée législative de l'Ontario pour leur indiquer que vous appuyez les recommandations du Conseil des ministres concernant l'accroissement des investissements dans les programmes d'apprentissage, la littératie et la formation en milieu de travail.</p> | <p>Parlez à vos conseillers municipaux au sujet des possibilités d'emploi dans la région, surtout pour les personnes marginalisées.</p> <p>Soutenez les organisations locales qui offrent des possibilités de formation en milieu de travail.</p> <p>Participez à des programmes de perfectionnement professionnel.</p> | <p><u>Devenez membre du conseil de planification sociale</u> ou de l'association de développement communautaire de votre localité.</p> <p>Écrivez des lettres à la rédaction des journaux.</p> <p>Rendez votre lieu de travail plus accessible aux employés.</p> |
|--|--|---|---|--|

Logement abordable

Nous avons besoin de nous abriter du vent, de la pluie et de la neige. Nous avons besoin de maisons propres et sécuritaires pour notre famille dans une collectivité où il fait bon vivre et où l'on se sent acceptés. Nous avons besoin de domiciles permanents, abordables, décents et accessibles pour tous. Nous devons trouver à tous ceux et celles qui vivent dans la rue un foyer accueillant pour qu'ils y retrouvent santé et bien-être et puissent s'épanouir dans notre société. Le logement, particulièrement dans un pays comme le Canada où le climat est rigoureux, est essentiel à une [vie en santé](#). Le logement est un élément prioritaire, même si cela signifie qu'il faille puiser dans les ressources consacrées à d'autres besoins essentiels, comme la nourriture et l'habillement, ce qui, de nos jours, est devenu la triste réalité pour de nombreuses familles.

Selon l'ouvrage [The Social Determinants of Health: Canadian Perspectives](#), dans le passé, le gouvernement fédéral est toujours intervenu financièrement auprès des paliers provinciaux et municipaux pour faire face aux crises du logement. C'est arrivé au début des années 1900, lors de la Crise de 1929, dans les années d'après-guerre, dans le cadre d'investissements massifs dans le logement public à grande échelle dans les années 1960 et, plus tard, lors de la création des coopératives de logement et des logements sans but lucratif des années 1970 et 1980. Cependant, le gouvernement fédéral a retiré son aide en 1993, dans le cadre d'une mouvance vers la privatisation du logement. C'est l'une des dures conséquences de la pensée néoconservatrice émergente, qui a mené à la dévolution des responsabilités dans diverses fonctions, dont le logement. Ces querelles intergouvernementales pour savoir à qui revenait la responsabilité du logement social ont été aggravées par le facteur du « pas dans ma cour » dans les petites et grandes villes. Le [Wellesley Institute](#) détient un jeu complet de rapports décrivant la longue et intéressante histoire de la lutte pour régler le problème du logement social à Toronto entre 1918 et 2006.

Il était utopique de croire que le secteur privé construirait des logements pour répondre à la demande, lorsqu'on considère que ce secteur est motivé par le profit et que la marge de profit sur les logements familiaux est bien mince. Au contraire, on a vu apparaître à l'échelle du pays une crise du logement monumentale, surtout pour les locataires. Dans la seconde partie du 20^e siècle, l'insécurité à l'égard du logement et l'itinérance sont devenues des réalités de la vie urbaine. Alors que le Canada entamait le 21^e siècle, le comité de secours aux sinistrés de Toronto le mettait au défi d'adopter la [solution de 1 %](#), c.-à-d. de faire passer les investissements dans le logement de 1 % à 2 % du budget. Même si le [gouvernement de l'Ontario](#) a tenté de résoudre la crise par de nouvelles approches, la demande demeure encore plus forte que l'offre.

Les collectivités et les organismes caritatifs sont intervenus grandement pour répondre à la crise du logement, tout comme ils le font pour la sécurité alimentaire. Il arrive même que certaines initiatives soient des versions de programmes qui ont remporté du succès dans les pays en voie de développement. [Habitat pour l'humanité](#) en est un exemple parfait. Toutefois, devant le coût des terrains aménagés et l'obligation de tenir compte de l'équité,

Prêts pour l'action : Les déterminants sociaux de la santé

ces stratégies semblent fonctionner mieux pour la classe ouvrière moyennement pauvre, au détriment des personnes dans la grande pauvreté et de celles difficiles à loger en raison de problèmes de santé physique ou mentale qui, souvent, sont considérés comme étant des locataires peu fiables.

La pénurie de logements contribue à la dégradation de leur qualité. Le locataire n'a que peu de moyens pour forcer son propriétaire à rendre un appartement réglementaire. Un logement de piètre qualité a un lien direct avec une santé fragile. Cette réalité favorise alors l'apparition de logements illégaux non réglementaires, car ils ne sont pas déclarés. Un locataire ne peut se permettre de déplaire à son propriétaire de peur d'être expulsé, de perdre une référence positive pour un prochain appartement et de risquer de se retrouver dans la rue plutôt que de rester dans un lieu non conforme.

Le coût du chauffage met des pressions supplémentaires sur les locataires à faible revenu et la possibilité d'apporter des améliorations est restreinte en raison du manque d'argent. Le logement demeure un élément central dans la quête en vue d'améliorer les déterminants de la santé.

Pour en savoir plus

- [Statistique Canada](#) publie des renseignements utiles et des études sur la famille, les ménages et le logement. Ceci comprend des caractéristiques sur les ménages, les logements et les habitations, et les conditions de logement des personnes seules, des familles et des couples en union libre.
- [L'emploi et le revenu en perspective](#) a publié un rapport exhaustif sur les enjeux du logement et du revenu en 2002. Le rapport indiquait entre autres que 20 % des locataires consacrent 40 % ou plus de leur revenu au logement. D'ailleurs, un locataire, une famille monoparentale et une famille à très faible revenu sur quatre habitaient des logements en deçà des normes, et pourtant, ils dépensaient environ le tiers de leur revenu sur le logement.
- Michael Shapcott a présenté une analyse du logement abordable soutenu par le gouvernement ontarien dans [Fourteen Cents a Day Won't Build Many Homes](#). « L'auteur Michael Shapcott déclare que le gouvernement libéral actuel dépense 669 millions de dollars pour le logement abordable comparativement aux 1,4 milliard de dollars que la province y consacrait en 2000 », publie le *Globe and Mail*. Shapcott indique que cette somme n'est qu'une fraction de ce que le gouvernement libéral avait promis.
- Le gouvernement ontarien propose aux personnes à la recherche d'un logement abordable un [guide](#) qui offre des renseignements sur les projets pilotes offerts dans le cadre du Programme Canada-Ontario de logement abordable.
- La Ville de Toronto a publié des douzaines de rapports sur l'itinérance au cours des dix dernières années et elle produit un [carnet de santé sur le logement et l'itinérance](#) afin de suivre l'évolution de la situation. Le [Golden Report](#), rendu public en 1999, était une impressionnante enquête sur les effets de l'itinérance sur la santé et le bien-être des gens.
- La [Société canadienne d'hypothèques et de logement](#) est l'agence fédérale responsable du logement. Elle accorde des subventions et des prêts, des prêts-subventions ou des subventions non remboursables pour réparer, rénover et adapter des logements et pour bâtir des unités locatives pour les personnes à faible revenu. Elle offre des programmes pour les ménages à faible revenu, les personnes âgées et les personnes handicapées.
- L'[Association de l'habitation coopérative de l'est ontarien](#) est un groupe de soutien pour les coopératives d'habitation. Elle renseigne les personnes intéressées sur les démarches en vue de créer une coopérative et offre du soutien aux coopératives déjà établies.
- Le [Centre for Urban and Community Studies](#) de l'Université de Toronto publie des documents de politique sur des questions de logement à l'échelle locale, nationale et internationale. Il s'intéresse particulièrement aux collectivités inclusives.
- [Recherche sociale au Canada](#) offre des liens vers des douzaines d'études et de documents de politique sur le logement et les sans-abri.

Exemples et modèles

- Les Ami(e)s de la Terre et l'Ontario Association of Food Banks, de concert avec le gouvernement de l'Ontario, Enbridge Gas Distribution et Union Gas ont mis au point un programme visant à réduire les coûts du logement. La boîte verte énergétique [Energy GreenBox](#) contient des rouleaux de mousse isolante pour sceller les fenêtres et portes, des coupe-froid pour les prises électriques, deux ampoules fluorescentes compactes, des trucs pour économiser l'énergie et un formulaire d'adhésion gratuite à l'organisme Les Ami(e)s de la Terre. La trousse complète, assemblée par Booth Industries et Community Living Toronto, est présentée dans une boîte robuste et réutilisable.
- Le [YMCA de Toronto](#) offre un éventail complet de ressources sur les problèmes de logement chez les femmes, dont des documents de politique et des exposés de principe.
- Le [Centre ontarien de défense des droits des locataires](#) a formé le [Réseau pour le logement et l'itinérance en Ontario à la suite](#) d'une conférence provinciale sur le logement et les sans-abri en 2002. Il travaille avec les associations de locataires, les cliniques d'aide juridique et d'autres groupes et particuliers qui s'intéressent aux questions du logement. Il présente des causes types, revendique la réforme du droit, élabore des politiques en matière de logement, participe à des activités d'organisation communautaire et élabore des programmes d'éducation publique.
- Le [Bureau de l'intervention en faveur des patients des établissements psychiatriques](#) en Ontario offre un « infoguide » pratique (en anglais) qui explique clairement la *Loi de 1997 sur la protection des locataires*. Son site Web fournit d'autres renseignements en plus de liens vers les cliniques d'aide juridique et les organismes qui défendent les droits des patients.
- L'[Association du logement sans but lucratif de l'Ontario](#) a publié plusieurs exposés de principe sur les questions de logement social, dont son mémoire présenté aux fins du budget de l'Ontario de 2007. Elle offre aussi de l'information sur les [groupes locaux d'accès coordonné](#) pour aider les locataires à trouver un logement.
- Les services juridiques [Parkdale Community Legal Services](#) sont l'une des nombreuses cliniques d'aide juridique en Ontario qui s'intéressent particulièrement aux locataires et aux sans-abri. Ils fournissent entre autres des statistiques tirées du programme Partenaires communautaires du ministère des Affaires municipales et du Logement en 1999 qui indiquent qu'il est beaucoup plus coûteux pour la société de « laisser » les gens dans la rue que de leur trouver un logement.
- La [John Howard Society of Durham Region](#) se porte à la défense des locataires qui sont incapables de se trouver un logement, ont des difficultés à titre de locataires, ou font face à l'expulsion.
- Michael Shapcott a un blogue en anglais sur le logement et l'itinérance sur le site du [Wellesley Institute](#).

Prêts pour l'action : Les déterminants sociaux de la santé

Ce que vous pouvez faire dans votre collectivité

Les gouvernements fédéral, provincial et les administrations locales, ainsi que les organisations non gouvernementales jouent tous un rôle pour faire en sorte que tous les membres de la société trouvent un logement abordable. Le document **Prêts à l'action** vous propose des mesures concrètes.

Prêts pour l'action : Les déterminants sociaux de la santé

| | Fédéral | Provincial | Local | Organisations |
|---|---|--|--|---|
| Quel rôle chaque palier joue-t-il pour veiller à ce que tous les membres de la société, y compris vous-même, aient un logement abordable? | Le Programme Canada-Ontario de logement abordable s'applique aux trois niveaux de gouvernement. | Le Programme Canada-Ontario de logement abordable s'applique aux trois niveaux de gouvernement. | Le Programme Canada-Ontario de logement abordable s'applique aux trois niveaux de gouvernement. | Les groupes religieux sont de grands défenseurs du logement abordable, p. ex., Conseil œcuménique des chrétiennes du Canada |
| Sur qui doit-on faire pression pour que tous les membres de la société, y compris vous-même, aient un logement abordable? | Sénateurs et députés | Députés de l'Assemblée législative de l'Ontario, avec des liens vers leur affiliation politique et le Comité permanent de la politique sociale | Conseillers municipaux et le Comité sur les services sociaux , p. ex. Toronto | Groupes canadiens de défense des droits, p. ex. Centre for Social Justice |
| Sur qui pouvez-vous compter pour faire pression sur les personnes influentes? | Organisation nationale anti-pauvreté Association canadienne pour la santé mentale | L'Association du logement sans but lucratif de l'Ontario | Toronto Disaster Relief Committee | Affiliés locaux des groupes de défense des droits canadiens, p. ex. Division torontoise de l'ACSM |
| Que pouvez-vous faire pour que tous les membres de la société, y compris vous-même, aient un logement abordable? | Écrivez aux sénateurs et à votre député de la Chambre des communes pour les informer que vous appuyez les investissements dans le logement abordable. | Écrivez à votre député de l'Assemblée législative pour l'informer que vous appuyez les investissements dans le logement abordable. | Parlez à votre conseiller municipal du soutien qu'il faut apporter au logement abordable. | Remerciez les organismes caritatifs et communautaires de leur engagement envers le logement abordable. |

L'alimentation

Nous avons besoin d'[aliments sains et nutritifs](#) pour mener des vies productives et développer notre plein potentiel. Ceci est vrai pour tout le monde, mais en particulier pour les enfants et adolescents. Malheureusement, bien des gens n'ont pas accès à une nourriture saine et nutritive.

Le manque d'argent est presque exclusivement à l'origine de l'insécurité alimentaire, car dans bien des cas, une grande partie du revenu familial est consacré au logement. Le [prix moyen](#) d'une maison en Ontario est passé de 256 190 \$ en novembre 2005 à 280 816 \$ en novembre 2006, soit une augmentation de 9,6 %, de loin supérieure au taux d'inflation. À Toronto, le prix moyen s'élevait à 340 793 \$ en janvier 2007, ce qui représente une hausse de 10 %. L'escalade du prix des maisons a durement frappé les salariés, les retraités et les personnes à revenu fixe, leur laissant ainsi moins d'argent pour l'épicerie.

Au cours des vingt dernières années, alors que le prix des maisons augmentait et que les gouvernements ne s'impliquaient plus dans le logement social, les banques alimentaires se sont multipliées. Même si les banques alimentaires jouent un rôle essentiel auprès des familles des quatre coins de la province, leur conseil d'administration et leurs directeurs sont [les plus ardents défenseurs de la hausse du revenu de base pour venir à bout de la crise de la sécurité alimentaire](#).

Outre l'insécurité alimentaire, les changements à notre mode de vie ont bouleversé grandement les habitudes alimentaires de la population. Plus de femmes travaillent à l'extérieur, nous passons plus de temps au travail et en déplacements, et nous sommes bombardés de messages publicitaires de restauration-minute. Ces changements peuvent expliquer la hausse en flèche de la prévalence de l'obésité, du diabète et de l'asthme dans la population en général, mais de façon plus inquiétante chez les enfants. Les coûts potentiels de l'apparition précoce des maladies chroniques ont mis sur le pied d'alerte les programmes de nutrition et d'éducation physique en milieu scolaire.

Étant donné le rôle que joue une bonne nutrition dans la réussite scolaire, autant au plan académique que social, des programmes de nutrition ont été mis sur pied en milieu scolaire. Des principes clairs se sont dessinés au cours des 15 dernières années : les programmes de nutrition en milieu scolaire doivent être universels, non discriminatoires et éducatifs. Lorsqu'ils sont bien mis en œuvre, ces programmes sont la façon idéale de sensibiliser des collectivités entières à la bonne nutrition et à ses effets positifs sur la santé.

L'intérêt porté envers une bonne nutrition pour les enfants nous a amenés à nous interroger sur la qualité de la nourriture servie dans les écoles. L'industrie du prêt-à-manger s'était infiltrée dans les écoles par l'entremise de subventions

Prêts pour l'action : Les déterminants sociaux de la santé

en échange de droits exclusifs de vente dans ces établissements. Le gouvernement ontarien a récemment interdit la vente de boissons et de friandises à base de sucre dans les machines distributrices des écoles. Le gouvernement s'occupe maintenant de tous les aspects de la nutrition en milieu scolaire en fournissant des fonds et en imposant des directives strictes aux services alimentaires des cafétérias en matière de nutrition et de tarification afin d'appuyer de bons choix alimentaires. Certains conseils scolaires soutiennent activement divers programmes de nutrition en milieu scolaire grâce à des partenariats avec les écoles, des diététistes du bureau de santé et des membres engagés de la collectivité.

On doit à Wendy Mesley, journaliste du réseau anglais CBC et survivante du cancer du sein, et à bien d'autres personnes, l'intérêt grandissant envers la composition et l'étiquetage des produits alimentaires. Le gouvernement du Canada élabore actuellement des mesures législatives pour revoir et élargir la portée de l'interdiction des composantes toxiques et cancérigènes dans les produits d'usage quotidien, dont les aliments.

Les défenseurs de la bonne nutrition nous encouragent à pour procurer des produits locaux, de la ferme et des jardins communautaires et à adhérer à des programmes du genre Un rang pour ceux qui ont faim et Take-back-the-earth.

Pour en savoir plus

- [Le Guide alimentaire canadien](#) a aidé de nombreuses générations de Canadiennes et Canadiens à découvrir des aliments nutritifs et sains. Il a subi une importante mise à jour à l'issue de nombreuses consultations d'un bout à l'autre du pays. La nouvelle version est fondée sur des données probantes, elle est non restrictive et est conforme aux priorités en matière de santé publique. Un comité de 12 experts a guidé le processus de révision en tenant compte de plusieurs aspects, dont la santé publique, les politiques en matière de santé, l'éducation sur la nutrition, la prévention des maladies, l'industrie et la communication. L'Alliance pour la prévention des maladies chroniques au Canada appuie fermement l'accent mis par le Guide alimentaire sur la consommation de fruits et légumes, la consommation restreinte de gras trans et gras saturés et l'importance de l'activité physique régulière.
- L'[Ontario Association of Food Banks](#) offre une série de ressources exhaustives pour les particuliers et les intervenants qui s'intéressent à la question de la sécurité alimentaire. On y trouve entre autres des feuillets d'information, des statistiques, des rapports d'études, et le rapport annuel sur la faim en Ontario. Cette association milite en faveur de la hausse du revenu de base pour venir à bout du problème de la sécurité alimentaire.
- Le [Toronto Food Policy Council](#) a publié 15 documents de discussion sur les enjeux associés à la sécurité alimentaire et a fait des représentations dans différents contextes. Des citoyens sont à la tête du conseil et son personnel est doté par la Ville de Toronto.
- Le [gouvernement de l'Ontario](#) est en train de mettre au point une stratégie pour rendre les écoles saines. La nutrition y jouera un grand rôle, de même que l'activité physique, la prévention de l'intimidation, etc.
- Selon l'[Agence canadienne d'inspection des aliments](#), l'étiquetage nutritionnel est obligatoire sur la plupart des aliments préemballés depuis le 12 décembre 2005. Les petites entreprises ont jusqu'au 12 décembre 2007 pour se conformer à cette réglementation. La réglementation canadienne sur l'étiquetage nutritionnel vise à fournir l'information sur le contenu nutritif de l'aliment dans un format normalisé, qui permet la comparaison entre les aliments dans les lieux de vente. De l'information claire et uniforme devrait aider les consommateurs à faire des choix éclairés pour bien s'alimenter.
- [Farmers Market Ontario](#) est un organisme qui fournit de l'information complète sur les marchés fermiers en Ontario ainsi que sur le choix de produits offerts. Il renseigne les consommateurs sur les nouvelles de l'heure et sur les fruits et légumes de saison, en plus de proposer un rapport ponctuel sur la sécurité des aliments.
- [Un rang pour ceux qui ont faim](#) est un organisme qui a gagné du terrain au pays en raison de sa méthode attrayante de partage des aliments avec les démunis.

Prêts pour l'action : Les déterminants sociaux de la santé

- [Insight on Cancer](#) est une publication informative sur la nutrition et la prévention du cancer. Elle offre des renseignements complets sur la sécurité alimentaire en Ontario et la prévention du cancer dans son volume 2, supplément 2 (avril 2005).

Exemples et modèles

- [Child Nutrition Programs: An Evaluation of Best Practices](#) est une évaluation quantitative des programmes de petits déjeuners et de collations pour les élèves de l'élémentaire et une étude qui se penche sur l'attitude des participants, parents, bénévoles, éducateurs et coordonnateurs à l'égard des programmes de nutrition pour les enfants. Il s'agit d'un rapport très volumineux en format PDF.
- Le conseil scolaire [Trillium Lakelands](#) est l'un des nombreux conseils de la province à soutenir les programmes de nutrition en milieu scolaire.
- [Co\\$t of Health Eating](#) est un guide pratique produit par le bureau de santé du district Haliburton, Kawartha, Pine Ridge qui met en lumière le prix d'un panier d'aliments nutritifs. Il propose aussi de bonnes stratégies de revendication.
- [À votre santé! Programme pour les cafétérias d'école](#), en vigueur dans toute la province, offre : 1) un grand choix d'aliments sains, au menu ou sur demande; 2) des normes exceptionnelles de sécurité alimentaire y compris une certification en matière de manipulation hygiénique des aliments remise au personnel de cuisine par les inspecteurs de la santé publique. [La Coalition des bureaux de santé du centre de l'Ontario](#) négocie avec les grands services de cafétéria et les conseils scolaires pour fixer les prix des mets et mettre au point une campagne publicitaire pour encourager les enfants à faire de meilleurs choix alimentaires.

Ce que vous pouvez faire dans votre collectivité

Les gouvernements fédéral, provincial et les administrations locales ainsi que les organisations non gouvernementales jouent tous un rôle pour faire en sorte que tous les membres de la société aient une bonne alimentation. Le document **Prêts pour l'action** est votre premier pas pour prendre des mesures concrètes.

Prêts pour l'action : Les déterminants sociaux de la santé

| | Fédéral | Provincial | Local | Organisations |
|--|--|--|--|---|
| Quel rôle chaque palier joue-t-il pour veiller à ce que tous les membres de la société, y compris vous-même, aient une bonne alimentation? | <p>Le Guide alimentaire canadien nous aide à faire de bons choix alimentaires.</p> <p>L'Agence canadienne d'inspection des aliments veille à l'innocuité des aliments sur le marché.</p> | <p>Le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales vous indique les ressources à votre disposition dans votre collectivité.</p> | <p>Les conseils scolaires appuient les programmes de nutrition en milieu scolaire, p. ex., le conseil scolaire Trillium Lakelands.</p> <p>Les conseils municipaux facilitent la mise en œuvre des programmes de sécurité alimentaire, p. ex., la Ville de Toronto.</p> | <p>Le Toronto Food Policy Council est un bon exemple de groupe d'action à l'échelle municipale qui lutte en faveur de la sécurité alimentaire.</p> |
| Sur qui doit-on faire pression pour que tous les membres de la société, y compris vous-même, aient une bonne alimentation? | <p>L'association Fabricants de produits alimentaires du Canada soutient activement l'industrie auprès du gouvernement.</p> <p>Sénateurs et députés</p> | <p>L'Alliance of Ontario Food Processors soutient activement l'industrie auprès du gouvernement.</p> <p>Députés de l'Assemblée législative de l'Ontario avec des liens vers leur affiliation politique et le Comité permanent de la politique sociale.</p> | <p>L'Association des municipalités de l'Ontario adopte des positions de principes sur certains enjeux.</p> <p>Les municipalités créent des cadres de politique sociale pour aborder les questions liées à la pauvreté, dont la sécurité alimentaire, p. ex., la Ville de London.</p> | <p>Les églises se portent à la défense des gens sur les questions de sécurité alimentaire, p. ex., Église Unie du Canada</p> <p>Les fondations privées élaborent des indicateurs pour mesurer la santé et le bien-être, p. ex., Atkinson Foundation</p> |
| Sur qui pouvez-vous compter pour faire pression sur les personnes influentes? | <p>Canadian Association of Food Banks</p> | <p>Ontario Association of Food Banks</p> | <p>Les bureaux de santé locaux facilitent l'organisation des coalitions, p. ex., Thunder Bay.</p> | <p>Chroniqueurs sur le mode de vie dans les journaux.</p> |
| Que pouvez-vous faire pour que tous les membres de la société, y compris vous-même, aient une bonne alimentation? | <p>Appuyez des coalitions nationales en signant des pétitions, en leur apportant votre soutien financier, p. ex., Campagne 2000.</p> | <p>Appuyez les positions de principe de l'Association pour la santé publique de l'Ontario et de l'Association of Local Public Health Agencies.</p> | <p>Devenez bénévole à votre banque alimentaire locale, et appuyez leurs revendications.</p> | <p>Communiquez avec votre journal local et demandez à la rédaction de publier des articles sur la sécurité alimentaire.</p> <p>Écrivez des lettres à la rédaction des journaux.</p> |

Inclusion

Avoir le sentiment d'appartenir à une famille, à une communauté, à une société est l'une des plus importantes choses qui soient. Cela nous rend heureux, nous porte à nous tourner vers les autres et influence positivement la santé des collectivités. Nous devons promouvoir ce sentiment et le bien-être qui s'en dégage.

L'inclusion sociale et économique, comme élément important du mode de pensée et de la planification, a pris naissance dans l'Union européenne et en Grande-Bretagne au cours de la dernière décennie. La Fondation Laidlaw et Santé Canada, entre autres, ont commandé des études et organisé des activités portant sur l'inclusion sociale et économique dans le contexte canadien.

Même si le Canada et l'Europe de l'ouest sont semblables à bien des égards, ils présentent aussi bien des différences. Le Canada comporte une proportion importante de peuples autochtones, de personnes parlant deux langues et issues de deux cultures, et son immigration est largement multiculturelle. Comment l'inclusion sociale et économique du modèle européen pourrait-elle fonctionner au Canada?

Les [publications de la Fondation Laidlaw](#) ont favorisé l'adaptation de ce modèle de l'inclusion sociale et économique à la réalité canadienne, ce qui a mené à deux initiatives d'envergure : [Closing the Distance](#), un projet du Social Planning Network of Ontario, et [Inclusive Cities Canada](#), un projet de la Fédération canadienne des municipalités. Simultanément, Santé Canada (maintenant appelée l'Agence de santé publique du Canada) dans la région de l'Atlantique tentait d'intégrer le concept de l'inclusion au domaine de la promotion de la santé dans la publication [Une optique d'inclusion](#) de Malcolm Shookner.

En 2003, Santé Canada, la province de l'Ontario et la région du Nunavut ont appuyé une série de projets visant à incorporer le concept d'inclusion sociale et économique dans le domaine de la promotion de la santé; ils ont d'ailleurs établi un lien important avec les déterminants sociaux de la santé.

[J'en fais partie!](#), un projet du Centre ontarien d'information en prévention, a proposé une définition de l'inclusion qui s'intègre directement à la promotion de la santé. Les responsables du projet ont collaboré avec un groupe consultatif provincial de militants et de planificateurs du milieu des services sociaux et de la santé et trois collectivités pour tester sur le terrain les concepts, le langage utilisé et le cadre de l'inclusion. Le projet tenait compte des populations urbaines et rurales et de la diversité, de même que des questions culturelles, autochtones et de langues officielles. Voici la définition proposée :

Une société inclusive est un milieu où l'appartenance est à la fois un sentiment et une réalité qui permet à chacun de réaliser son plein potentiel.

Prêts pour l'action : Les déterminants sociaux de la santé

Le sentiment d'appartenance s'établit grâce aux soins, à la coopération et à la confiance. Nous développons le sentiment d'appartenance et de l'entraide.

L'appartenance réelle repose sur l'équité, la justice sociale et économique, ainsi que le respect des cultures et des croyances spirituelles. Nous alimentons la réalité d'appartenance en encourageant la société à l'assurer.

À la suite de cette définition, une coalition d'organismes œuvrant dans le secteur communautaire, de la santé et des services sociaux s'est formée pour créer l'[Ontario Inclusion Learning Network](#), qui vise à mieux faire comprendre les applications pratiques des approches inclusives en ce qui a trait aux courants sociaux de la santé.

La simplicité de la définition a aussi mené à la création d'un projet de recherche sur l'inclusion auprès des femmes marginalisées par le [Réseau ontarien pour la santé des femmes](#). Ce projet visait à évaluer les connaissances de ces femmes sur les accidents vasculaires cérébraux et leur prévention. Le réseau travaille actuellement à la conception d'un autre projet en collaboration avec Action cancer Ontario. Les personnes vulnérables aux maladies chroniques sont souvent marginalisées. L'inclusion, lorsqu'elle vise le sentiment d'appartenance, les encourage à participer à la planification de moyens plus efficaces de prévention.

Pour en savoir plus

- Les [publications de la Fondation Laidlaw](#) explorent l'inclusion sociale et économique sous divers angles, dont les questions importantes aux yeux des peuples autochtones, les personnes handicapées, les personnes vivant dans la pauvreté, les démonstrations contre le racisme, le développement de la petite enfance et les droits des enfants. De nombreuses sommités de la sociologie, du travail social, du développement de la petite enfance, de l'immigration et des mesures antiracistes sont les auteurs de ces publications.
- [Une optique d'inclusion](#) nous renseigne sur le concept de l'inclusion sociale et économique à travers des tableaux utiles, des questions et des cahiers d'exercices pour aider les collectivités et les particuliers à se familiariser avec ce nouveau mode de pensée. La documentation a été évaluée sur le terrain par des groupes communautaires de la région de l'Atlantique.
- [J'en fais partie!](#) fournit des documents d'information, un cahier sur l'inclusion et la santé, des affiches qui intègrent l'inclusion dans les courants sociaux de la santé, et le rapport d'une consultation d'envergure auprès des promoteurs de la santé en Ontario. Les documents explorent les approches traditionnelles de l'inclusion sociale et économique et les facteurs qui pourraient en faire un outil pratique de promotion de la santé relativement aux déterminants sociaux de la santé. Le cahier est simple et pratique et met l'accent sur les déterminants sociaux de la santé. Les affiches sont hautes en couleur et claires, écrites en langage simple. Le rapport décrit les résultats des forums communautaires auprès des promoteurs de la santé des quatre coins de la province.
- L'[Ontario Inclusion Learning Network](#) dirige les lecteurs vers les ressources appropriées relativement à de nombreux déterminants de la santé sur la page des ressources, dont la gestion de la diversité, l'engagement communautaire, la planification sociale, les approches d'intégration communautaire, et une trousse d'outils pour les organisations inclusives mise au point par la Coalition des communautés en santé de l'Ontario.
- [Social Inclusion Health Indicators: A Framework for Addressing the Social Determinants of Health](#) est un document écrit pour le compte de l'organisme Inclusive Cities Canada par Philip O'Hara, promoteur de la santé d'Edmonton. Il énumère des indicateurs de l'inclusion et suggère des stratégies pour atteindre les objectifs proposés pour chaque indicateur.

Exemples et modèles

- L'[Ontario Inclusion Learning Network](#) nous indique les meilleurs modèles et pratiques des organismes suivants : Community Living Ontario, Réseau ontarien pour la santé des femmes, Social Planning Network of Ontario, Coalition des communautés en santé de l'Ontario, People for Education et Centre ontarien d'information en prévention.
- Le [Réseau ontarien pour la santé des femmes](#) est un pionnier dans l'utilisation des stratégies d'inclusion dans ses recherches auprès des femmes marginalisées. Son projet novateur sur les accidents vasculaires cérébraux a donné lieu à une stratégie englobante de promotion de la santé, appelée Keys to Health.
- [Community Living Ontario](#) est un organisme pionnier dans le domaine de l'inclusion. Il se spécialise dans l'établissement de collectivités inclusives à partir des écoles. L'organisme produit des ressources conviviales pour lancer des initiatives dans les écoles et les collectivités.
- [Closing the Distance](#) est une initiative du Social Planning Network of Ontario, un réseau qui met au point des stratégies pour créer des collectivités inclusives dans plusieurs régions de la province.
- [Sudbury: A Community Where All Kids Belong](#) a donné la parole aux enfants et aux adolescents de diverses communautés de la ville de Sudbury, dans le but de les faire participer à la planification sociale. Le projet a donné lieu à une brochure colorée qui reproduit les dessins des enfants illustrant leur vision d'une ville inclusive, un clip vidéo de 10 minutes, ainsi que des présentations lors d'une conférence réunissant les dirigeants des écoles et même le maire de Sudbury.
- Le projet [Asset Mapping Project of the Toronto Christian Resource Centre](#) est devenu une ressource pour trouver, former et soutenir les personnes marginalisées afin qu'elles deviennent des « chercheurs de l'inclusion » et pour faciliter le processus entourant la modification des politiques sociales et de santé.
- La Coalition des communautés en santé de l'Ontario a élaboré une trousse pour promouvoir la diversité et accroître l'inclusion au sein des petites et moyennes organisations bénévoles sans but lucratif. La ressource [Organisations communautaires inclusives : Une boîte à outils](#) vous indique comment procéder; elle offre un outil d'évaluation des politiques, procédures et programmes, ainsi qu'un processus détaillé en vue d'élaborer un plan d'action.

Ce que vous pouvez faire dans votre collectivité

Les gouvernements fédéral, provincial et les administrations locales, ainsi que les organisations non gouvernementales jouent tous un rôle pour veiller à l'inclusion dans les collectivités pour que, en fin de compte, nous vivions dans une société inclusive. Le document **Prêts pour l'action** vous donne des pistes pour prendre des mesures concrètes.

| | Fédéral | Provincial | Local | Organisations |
|---|--|--|--|--|
| Quel rôle chaque palier joue-t-il pour veiller à ce que tous les membres de la société soient inclus? | <p>La Charte canadienne des droits et libertés crée un cadre de travail national.</p> <p>La Loi sur le multiculturalisme canadien fait la promotion de l'inclusion.</p> | <p>Le Code des droits de la personne de l'Ontario crée un cadre de travail pour la province.</p> | <p>Les conseils municipaux se portent à la défense des collectivités inclusives, p. ex. Charte Les enfants avant tout de Sudbury</p> | <p>La Fondation Laidlaw publie des documents et accorde des subventions pour la promotion de l'inclusion.</p> |
| Sur qui doit-on faire pression pour que tous les membres de la société soient inclus? | <p>Sénateurs et députés de la Chambre des communes</p> | <p>Députés de l'Assemblée législative de l'Ontario</p> | <p>Conseillers municipaux, leur personnel et leurs représentants</p> | <p>Associations professionnelles dans le secteur de la santé, des services sociaux et de l'éducation, p. ex. Health Promotion Ontario</p> |
| Sur qui pouvez-vous compter pour faire pression sur les personnes influentes? | <p>Associations nationales s'intéressant à l'inclusion, p. ex., Inclusive Cities Canada</p> | <p>Coalitions provinciales d'intéressant aux questions d'inclusion, p. ex., Ontario Inclusion Learning Network</p> | <p>Les coalitions locales misent sur les gouvernements et les conseils scolaires, p. ex. Closing the Distance.</p> | <p>Les églises, groupes communautaires et organisations culturelles jouent un rôle dans la promotion de l'inclusion, p. ex. Muslim Educational Network</p> |
| Que pouvez-vous faire pour que tous les membres de la société soient inclus? | <p>Informez les sénateurs et votre député que vous appuyez le cadre de travail favorisant l'inclusion dans la Charte des droits et libertés et dans la <i>Loi sur le multiculturalisme canadien</i>.</p> | <p>Avisez votre député que vous appuyez le travail de la Commission ontarienne des droits de la personne.</p> | <p>Parlez à vos conseillers municipaux de l'importance de l'inclusion dans nos villes.</p> | <p>Écrivez des lettres à la rédaction de deux journaux distribués à l'échelle nationale.</p> |

